

## Interventions au Conseil National de la SFIO, par Marceau Pivert

3 décembre 1946

La fédération de la Seine m'a mandaté ici à une très forte majorité. Voici sa position :

Elle est en faveur du vote pour le candidat du Parti Communiste à la présidence du gouvernement.

Contre toute participation.

Pour un soutien conditionnel selon le contenu des programmes politiques qui seront présentés par les différents gouvernements.

Ces considérations ont été dictées par un certain nombre d'analyses et peut-être elles viennent immédiatement après deux discours assez protagonistes en complément de certains arguments puisés dans l'un et dans l'autre. Il semble, en effet, que la perte de l'influence du Parti Socialiste soit grave. Elle est, à nos yeux d'autant plus grave que c'est précisément une force d'indépendance politique en France, et que la France a un rôle extrêmement important en matière d'assainissement économique actuellement en Europe, peut-être même dans le monde, et qu'il n'est pas exagéré d'identifier la destinée du Parti Socialiste en France avec des espérances ou des désespérances concernant ce que certains ont appelé dans d'autres continents le déclin de l'Europe, on a même parlé du déclin du Socialisme. Il est d'autant plus nécessaire de faire un examen de conscience sur la valeur de ce pessimisme et sur les conditions d'une solution plus optimiste à nos difficultés d'aujourd'hui, qu'il est tout à fait significatif que le déclin du Parti Socialiste ne correspond pas à une augmentation de la puissance d'influence de la classe ouvrière. C'est en effet très net : les voix Socialistes perdues ne sont pas allées aux Communistes. C'est là un phénomène très important et qu'on aurait dû analyser plus tôt.

L'élément le plus important dans la situation d'aujourd'hui, c'est que la classe ouvrière a besoin d'une expression fidèle. Et non pas seulement la classe ouvrière, mais toutes les catégories sociales qui sont paupérisées, qui se trouvent menacées par une crise effroyable et n'ont pas trouvé un moyen d'expression. Et d'immenses masses populaires, non seulement en France, mais dans le monde entier se trouvent dans ce cas. C'est donc la physionomie propre du Parti Socialiste qu'il s'agit de définir. Qu'est-ce que nous sommes ? Comment allons-nous dégager notre véritable tradition pendant toute cette période ? Quelles sont les conditions de ce qu'on appelle un redressement du mouvement Socialiste français ?

Il y a d'abord lieu de dégager une explication qui a déjà été esquissée et qu'il ne faut pas sous-estimer. C'est que nous sommes dans un pays et dans une période où les facultés intellectuelles, les capacités de compréhension des masses elles-mêmes et des élites politiques elles-mêmes sont fortement affectées par leurs misères et par une sorte de reste d'habitude à la dictature, à l'obéissance servile.

Mais il serait peut-être imprudent d'affirmer que cet état passager puisse devenir définitif. En tout cas, s'il devait le devenir, ce serait à désespérer quand on voit des pays qui ont eu la chance de n'être pas envahis comme l'Angleterre et la Suède rester fidèles à un Socialisme qui, sans doute est encore très fermé, mais qui, pas à pas, est en train de découvrir – notamment l'Angleterre – la nécessité absolue de la solidarité internationale.

Je pense en effet que le premier point à dégager d'une analyse sérieuse, c'est de ne pas considérer comme définitif un état d'immoralité, de corruption et de laisser aller qui donne à la propagande

obsessionnelle du Parti Communiste une si large base de succès. D'autres mouvements révolutionnaires ont eu ce même succès. Mais cela ne voulait pas dire que le Parti Socialiste était fini, que nous avons définitivement liquidé toutes les vieilles valeurs de notre philosophie ni de notre méthode.

Or, précisément, en examinant le problème parlementaire et gouvernemental, aujourd'hui, il semble que l'on ait trop tendance – c'est en tout cas ce qui domine l'exposé de Gouin – à considérer que tout se passe exclusivement sur le plan parlementaire et gouvernemental, or on néglige les forces profondes qui n'ont pas encore trouvé leur expression parce qu'elles ne se traduisent pas par un rapport de voix électoral. Parce qu'il n'y a pas eu une véritable offensive de la classe ouvrière, on en déduit qu'il est actuellement prouvé, démontré, qu'elle est en recul et incapable désormais de combattre et qu'il faut adapter la tactique à cette période de retraite. Et voilà ce qu'exploite le Parti Communiste. Or, qu'est-ce qu'il est ce Parti Communiste ? Une machine destinée, en vertu de ses origines et de ses liens à contrôler le mouvement ouvrier ? Non pas, camarade Gouin, dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais exclusivement dans l'intérêt d'une diplomatie internationale dont les objectifs ne correspondent plus avec la volonté de la partie.

*(Applaudissements)*

A partir du moment où on a compris cela, on doit considérer le Parti Communiste comme contrôlant, hélas, une partie importante de la classe ouvrière, comme ayant l'habileté et les moyens matériels de contrôler la paysannerie et les classes moyennes désespérées ainsi que les gens qui ont suivi les clans les uns après les autres. Et on doit se rendre compte que l'effort à faire consiste à retrouver la véritable confiance des travailleurs et de restaurer en eux la volonté de libre détermination. Mais – et c'est en cela que je ne suis pas d'accord avec une grande partie de l'exposé de Le Bail – tous les moyens ne sont pas bons pour lutter contre le Communisme. Il faut lutter contre le Communisme en restant solidaire de la classe ouvrière dans son ensemble, qui est malheureuse, actuellement désarmée et paralysée, il faut l'aider à se débarrasser de toutes les idéologies apportées de l'extérieur qui ne correspondent en rien aux aspirations profondes de l'homme, à ce besoin permanent de justice, de liberté et d'autodétermination qui caractérise le mouvement ouvrier dans toute l'Europe occidentale.

*Dans la salle – Très bien !*

**Marceau Pivert** – Oui, il faut lutter contre cette tendance des sociétés contemporaines qu'est la limitation de l'autodétermination des travailleurs. Nous sommes tous d'accord pour dire que le libéralisme économique ne peut actuellement que conduire au règne de ceux qui ont le plus d'argent au détriment de ceux qui n'ont pas les moyens de consommation. Mais il y a une autre tendance et c'est là précisément où le Communisme joue sa carte. C'est déjà indiqué dans le programme, je le souligne en passant pour indiquer les points sur lesquels on doit différencier notre doctrine et notre méthode de celle des Communistes. Ainsi le contrôle économique par l'Etat. Nous sommes encore en état capitaliste, mais le Communisme n'est pas du tout gêné par cela, il nous apporte le sous-produit de la dégénérescence d'une révolution qui a été prolétarienne et internationaliste à son origine et qui se trouve appliquée dans un pays immense où elle a pris la forme d'une dictature totalitaire. On a ainsi substitué à la doctrine qui veut que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes la conception du Parti état-major fortement exprimé, monolithique et totalitaire. Certes les hommes d'octobre se considéraient comme les pionniers de la révolution européenne internationale, mais leurs successeurs ont été des bureaux dégénérés qui ont assassiné les meilleurs militants dans le monde et ont ensuite introduit dans la classe ouvrière ces conceptions totalitaires et bureaucratiques qui stérilisent la démocratie prolétarienne. Et c'est parce que le Parti Communiste

ne peut pas représenter pour le prolétariat de l'Europe occidentale le véritable guide qui connaisse les besoins et les aspirations profondes de ces pays industriels qui ont un siècle et demi de vie et de coutumes politiques derrière eux que nous devons lutter pour reprendre à l'influence du Parti Communiste les couches décisives du prolétariat.

Aussi, vous comprenez bien qu'on ne peut le faire qu'en se plaçant sur le plan même du prolétariat, c'est-à-dire qu'en ayant une attitude qui soit Socialiste révolutionnaire, une attitude qui n'oublie pas – comme les Communistes semblent le faire – qu'il n'y a pas de solution possible en dehors de la solidarité des travailleurs. Gouin a posé des problèmes concrets, des problèmes immédiats, il les a posés sous l'angle de l'intérêt national. Quand il parle du charbon de la Ruhr, par exemple, a-t-il donc oublié qu'il y a des Socialistes en Allemagne, en Italie, a-t-il donc oublié ces alliés pour ne se concentrer que sur l'alliance avec le Parti Communiste ? A-t-il donc oublié qu'il y a d'autres objectifs, d'autres méthodes ? Voilà encore, par conséquent, un point sur lequel notre tactique nous permettra de nous déranger, non pas pour nous éloigner de la bataille, mais, au contraire, pour y entrer avec les mains libres, Est-ce que Gouin a lu l'article de Pierre Courtade sur la social-démocratie qui offre ses services à Bevin ? On peut essayer de faire un effort international au point de vue Socialisme. On peut réunir les Partis Socialistes d'Europe pour examiner du point de vue commun du prolétariat européen les solutions à imposer. Car il y a des millions de

Socialistes qui ont tout de même des intérêts communs. Or, que disent les Communistes ? Ils disent qu'ils se réjouissent que le Quai d'Orsay et les autorités françaises aient refusé à un représentant de la social-démocratie l'autorisation de se rendre de la zone française à Londres. Voilà, camarades, des hommes qui ont lutté contre le fascisme pas seulement en 1941, mais en 1933, des hommes qui ont été torturés dans des camps de concentration et qu'on traite ainsi. Mais sur qui compte-t-on pour faire une Europe nouvelle sinon sur ces hommes !

Précisément, les Communistes ne veulent pas que l'on compte sur ces hommes parce qu'ils sont naturellement destinés à refuser toute chance de dictature. Ils veulent faire l'expérience d'une nouvelle organisation Socialiste, mais qui serait l'expression des grands trusts, ils veulent faire travailler les ouvriers allemands comme des esclaves à leurs machines, sur des bleus fabriqués à Moscou. Nous devons rendre hommage à nos camarades Socialistes allemands qui, dans les ruines de Berlin, défendent, même contre les armées occupantes, le point de vue du Socialisme international. Le Parti Communiste a essayé de les faire fusionner de force, il a envoyé dans des camps de concentration des hommes qui y avaient déjà, été jetés par Hitler, mais ils n'ont pas cédé. Le Parti Communiste se rend compte qu'il a échoué et il vient de faire voter pour notre camarade Socialiste à la mairie de Berlin. Ainsi, l'indépendance Socialiste est un point de première importance.

En 89 et 93, au moment où la bourgeoisie était révolutionnaire, nous avons vu l'effort qu'elle a fait pour créer le cadre de son économie, son unité nationale.

Eh bien, aujourd'hui, nous sentons que cet effort doit être fait par la classe ouvrière elle-même, non plus dans le pays, mais dans l'Europe entière. L'économie européenne doit être planifiée et tous les prolétariats d'Europe doivent prendre la direction de ce mouvement. C'est vers cet horizon que nous pouvons maintenant diriger les aspirations des travailleurs, des Socialistes pour commencer. Et dans cette direction, nous trouvons naturellement le Parti Communiste comme adversaire. Cela ne veut pas dire qu'il faut le considérer comme ennemi de classe, nous sommes sur le même terrain de classe. Mais il faut lui disputer cette classe et nous l'obligerons à démasquer ses batteries. Et cela est si vrai, qu'on a vu un certain nombre de positions prises par le Parti Communiste – et c'est un point particulier que notre camarade Philip a eu le mérite de poser quand il a demandé la réduction des crédits militaires. Nous comprenons parfaitement que c'est un argument non seulement

économique, mais international. Songez que les États-Unis qui ont des armées partout et des flottes dans tous les océans du monde a un million de soldats et la France 650 000. Votre pays, qui représente 5% du potentiel du monde, est actuellement victime d'une illusion terrible. Or, qui entretient cette illusion ? Les Socialistes ? Ce sont au contraire eux qui ont le mérite de dire : ou bien vous ferez une politique de puissance et c'est le peuple qui paiera pour nourrir un état-major de francisquards qui prépare directement son coup d'Etat, ou bien il faudra faire la politique différente, il faudra reconvertir tous les arsenaux, toutes les pyrotechnies pour qu'ils fabriquent des tracteurs ou des objets de consommation. Or, le Parti Communiste n'est pas du tout sur cette position.

Qu'est-ce qui vient nous parler de participation pour fabriquer des tanks et de la poudre ? Nous avons donc dans ce domaine comme dans le domaine économique une position propre. Les Communistes sont actuellement au progrès parce qu'il n'y a pas eu un véritable pôle d'attraction pour se substituer à cette sorte de rassemblement de la peur. La démocratie des Communistes ne peut pas préparer la classe ouvrière à des événements révolutionnaires et c'est ce qui est précisément dangereux dans la période où nous sommes, car cela ne peut que nourrir la psychologie chauvine de la Droite rétrograde. Il y a un immense travail de redressement doctrinal pratique et tactique à entreprendre pour le Parti Socialiste. Nous sommes persuadés qu'il est possible de le faire, que l'occasion se présente de passer d'une étape qui est révolue à une nouvelle étape qui commence. Une force indépendante doit s'organiser et combattre sans rien négliger de la défense des intérêts du prolétariat, et nous pensons qu'il serait catastrophique de continuer à maintenir la participation Socialiste à des gouvernements qui ne peuvent actuellement être prévus que pour faire passer les charges de la crise qui s'aggrave sur les épaules des travailleurs eux-mêmes.

Si l'on veut préparer les conditions d'une sorte de soulèvement de l'opinion, il faut que nous reprenions la totalité de notre liberté de manœuvre. Et c'est seulement dans le cas où le Parti Socialiste paraîtra interprète des méthodes de lutte de classes ouvrières et défenseur des valeurs qui leurs sont propres, de justice sociale et de liberté, qu'il retrouvera ce qu'il semble avoir perdu devant l'opinion.

Ce qu'il y a de très grave, c'est qu'on identifie le marxisme au stalinisme. En réalité, quand on sait ce qu'il y avait de démocratisme, d'humanisme dans la pensée de Marx, on est étonné que des gens qui devraient être au courant confondent le marxisme et le stalinisme, qui n'en est que la sinistre caricature.

*(Applaudissements)*

Camarades, il y a une crise profonde des besoins fondamentaux de la société auxquels il faut faire face. Ces besoins fondamentaux seront satisfaits de gré ou de force. De gré si la classe ouvrière se remet à penser. Et le Parti Socialiste l'y aidera dans ses organisations syndicales et corporatives dans la résistance qu'elle opposera au progrès de la bureaucratie stalinienne. Si le Parti Socialiste entreprend cette tâche avec ses conseils d'entreprise et au sein même de la lutte ouvrière quotidienne, alors, on ne doit pas désespérer.

Je me résume. La situation est extrêmement sérieuse. On ne pourra vraiment donner à la classe ouvrière qui attend nos décisions le sentiment d'une volonté de les défendre que si on lui parle clairement, franchement, et surtout si on ne continue pas à participer à une politique qui n'est pas conforme aux intérêts profonds du prolétariat. L'histoire de ces deux dernières années nous prouve qu'en réalité nous n'avons pas été compris. Il faut expliquer au pays les raisons pour lesquelles nous ne pouvons plus longtemps nous associer à la situation politique dans laquelle les intérêts du

prolétariat ne sont pas défendus et nous tourner résolument vers le grand problème, celui de cette révolution internationale qui est en train de se développer dans un sens que personne ne peut sous-estimer. C'est sur la vie politique française que retentit actuellement la grande polarisation entre l'Union soviétique et les États-Unis. C'est l'occasion, pour la France et les travailleurs du monde entier de jouer un rôle qui ne soit pas celui d'un pion qu'on manœuvre.

Il est donc de première importance de reconquérir l'indépendance politique. Ceux qui ne profitent pas des leçons de l'histoire sont malheureusement destinés à en être les victimes. Je pense que dans une période où la crise capitaliste continue, où la contre-révolution est toujours menaçante, où les forces prolétariennes sont endormies parce qu'elles n'ont pas trouvé leur expression, le Parti Socialiste a quelque chose à dire, non seulement à ce pays, mais à l'ensemble des travailleurs de tous les pays. Nous souhaitons donc, à la fédération de la Seine, qu'on adopte à la fois une attitude de loyauté à l'égard du suffrage universel et de non-participation.

\*\*\*

*(4 décembre 1946)*

Je pense que dans la mesure où nous voudrions donner une certaine tenue aux discussions, je crois que l'intérêt même du Parti exigerait que l'on essaie d'apprécier les tactiques et les méthodes sans descendre à un niveau où des hommes ayant les mêmes responsabilités, se critiquent mutuellement ce qui ne profiterait pas au Parti.

Pour le moment, on nous invite à prendre des responsabilités et nous sommes tout à fait soucieux, en effet, de les prendre, mandatés que nous sommes par des militants, qui ont actuellement au moins sur les épaules la charge des destinées du Parti. Mais la question est de savoir si les responsabilités qu'on nous propose d'endosser seront celles du Socialisme et même plus largement, celles de la démocratie et de la paix ou d'autres responsabilités ?

Je veux très sincèrement faire appel aux camarades qui, devant les problèmes extrêmement complexes comme ceux devant lesquels se trouve une Assemblée Nationale au sein de laquelle en effet, l'affaiblissement du Parti Socialiste rend très difficile aujourd'hui la formation d'un gouvernement, je veux demander à ces camarades de considérer que les militants ne sont tout de même pas indifférents à certains aspects de cette complexité et qu'il ne s'agit pas pour eux de retirer tel ou tel camarade dont ils savent qu'ils ont été les meilleurs serviteurs dans leur département ministériel, c'est-à-dire de faire un sacrifice évident mais plutôt de savoir si, en sachant décider à temps une politique générale qui permettra le redressement du Parti on ne préparera pas mieux le retour de ces camarades dans les départements ministériels qu'ils ont illustrés.

C'est en effet le problème qui est posé devant vous et je suis un peu surpris de sentir à quel point on semble disposé à négliger la solidarité, que vous le vouliez ou non, qui vous lis avec les militants du rang. On a l'air de sous-estimer le mandat impératif, mais alors, camarades, il fallait le dire plus tôt, ce n'est pas sérieux de consulter les fédérations, de réunir un Conseil national sur des questions précises, pour ou contre la participation et présenter une situation qui force les camarades à émettre un avis qu'ils n'ont pas été mandatés pour donner.

En ce qui me concerne, je ne me sens pas du tout l'autorité voulue pour cela. Est-ce qu'on est démocrate dans le Parti ou est-ce qu'on ne l'est pas ? Qui est-ce qui doit commander dans le Parti ? C'est là la véritable question. Si vous pensez que les militants ne sont pas capables de juger les problèmes politiques, déléguez alors une fois pour toutes à un Comité directeur et à un groupe parlementaire la direction du Parti.

Est-ce que ce n'est pas parce qu'on a trop pratiqué cette politique depuis deux ans que nous sommes arrivés où nous en sommes ? Mais oui camarades...

**Daniel Mayer** – Quand nous étions dans la clandestinité tu n'étais pas là... Alors, ne donne pas de leçons ! Tu es un de ceux qui ont fait le plus de mal au Parti avant la guerre.

**Marceau Pivert** – Camarades, je n'en attendais pas moins de Daniel qui m'a paru perdre beaucoup du contrôle de lui-même et qui, dans les séances auxquelles j'ai assisté, n'a certainement pas gagné beaucoup de prestige.

**Daniel Mayer** – La vie illégale, en effet...

**Marceau Pivert** – Je ne veux pas suivre Daniel sur ce terrain et je pense, camarades, qu'en tout cas, c'est précisément sur la manière dont on est capable d'aborder certains problèmes qu'on peut juger aujourd'hui si l'on veut ou si l'on ne veut pas servir un certain redressement démocratique du Parti dans lequel on tiendra compte, qu'ils se trompent ou non, de la volonté des militants. C'est pour moi, en tout cas, un cas de conscience et je crois pouvoir dire que c'est précisément en vertu de cette conception de la démocratie qu'il ne me paraît pas possible qu'on ne transpose pas ici les votes qui ont été demandés aux sections et aux fédérations.

On fera ce qu'on voudra : les camarades qui pensent qu'ils peuvent changer leur mandat ont parfaitement le droit de le faire, les camarades qui pensent qu'ils doivent rester fidèles à leurs militants et à leurs décisions le feront également et la décision sortira. C'est cela la démocratie. Or, nous sommes justement à une période où les seules forces que vous puissiez trouver pour reprendre votre élan, c'est précisément dans le dévouement et dans la libre discussion des militants de la base que vous les trouverez. Cela est si vrai que nous souhaiterions que cette période particulièrement trouble dans laquelle nous nous engageons, cette période de décembre et d'échéance de janvier, soit particulièrement étudié par tous les militants et peut-être même qu'un Congrès spécial soit réuni pour entendre précisément les exposés, les solutions des camarades qui sont sur un certain plan de l'activité politique et les délégués d'un Congrès national auraient alors plus d'autorité pour réviser telle ou telle position qui, actuellement, que cela plaise ou que cela ne plaise pas, correspond à la volonté des militants.

Pourquoi sommes-nous disposés à demander au Parti de ne pas participer ? Pourquoi sommes-nous disposés à demander au groupe parlementaire et au Parti lui-même de faire immédiatement l'effort de publication du programme qui est à ses yeux et à nos yeux la condition du relèvement du pays ? Pourquoi sentons-nous tourner autour de nous, rôder autour de nous les intentions malveillantes qui veulent précisément paralyser les partis ? Parce que précisément tant qu'il n'y aura plus cette force indépendante, tant qu'il n'y aura plus cette position devant le pays, le régime qui est à l'origine de toutes nos misères, pourra continuer à se replâtrer après avoir empêché le prolétariat de jouer sa carte. Car, c'est là précisément ce qu'il ne faut pas oublier : nous sommes actuellement dans une crise générale : les problèmes qui se posent ici se posent en Belgique, en Hollande, en Italie, et se posent partout dans les mêmes termes. Et quel peut être, et quel devrait être l'effet du retour offensif du Parti Socialiste ? Alors que ses adversaires les plus proches, comme le Parti Communiste d'un côté, comme le MRP de l'autre ont des liens internationaux puissants, appartiennent à des

organismes puissants, et c'est justement dans la mesure où le Parti Socialiste les étendra lui aussi, ses liaisons internationales, pour présenter des solutions qui ne soient plus seulement la formation d'un gouvernement de salut public pour entériner les mesures provisoires, c'est dans la mesure où le Parti Socialiste voudra s'engager dans cette direction qu'il pourra jouer sa carte, même avec une politique de soutien conditionné.

C'est, camarades, en tout cas, notre décision, c'est le mandat que nous avons ici, et nous demandons de ne pas dramatiser le fait que des militants soient décidés aujourd'hui à empêcher que le Parti ne continue à se compromettre dans des combinaisons ministérielles où de l'avis de tous, il est bien évident qu'il ne peut pas s'agir de faire passer les solutions Socialistes ni même les solutions en direction du Socialisme. Il s'agit d'une crise qui touche le régime lui-même on vous demande tout simplement camarades de compromettre encore le Parti en essayant de sauver le régime. Nous vous demandons tout simplement de dire à la face du pays et de dire aux travailleurs qu'il y a d'autres solutions et de faire appel du verdict électoral évidemment regrettable à un jugement plus sain qui ne sera révisé que dans la mesure où vous le voudrez vous-mêmes. Voilà les responsabilités que nous vous demandons de prendre. Ce sont les responsabilités d'un parti indépendant où l'on s'adressait aux travailleurs de France ayant quelque chose à leur dire sur les missions profondes de leur misère et sur les moyens de parvenir à les corriger.

Camarades, dans l'intérêt même du Parti, je vous demande de mettre à la fin de cette discussion aux voix comme on l'avait annoncé les différents choix de participation ou soutien pour lesquels nous sommes mandatés et nous irons ensuite demander avec quel mandat, notre camarade Daniel Mayer pour la fédération de la Seine est venu ici proposer que les militants après s'être réunis, ne soient pas...

**Daniel Mayer** – Jusqu'à ce que tu m'exclues du parti, je suis encore membre du Comité directeur et je crois me rappeler que j'ai été Secrétaire général du Parti clandestin.

*(Applaudissements)*

**Marceau Pivert** – Actuellement, ce qui est en cause, c'est tout simplement une fédération qui a une position et qui aujourd'hui voit se dresser contre cette position un élu de cette fédération qui demande de ne pas tenir compte de l'avis de la fédération. C'est tout ce que j'avais à dire.